

Législature 2017 - 2021

N° 55

**Message du Conseil communal au Conseil général
du 4 septembre 2018**

Approbation de la révision des statuts de l'Association du cycle d'orientation des communes de la Broye

1. Introduction et objet du message

La dernière révision des statuts de l'Association citée en titre date de décembre 2016. Une mise à jour de ces statuts est toutefois nécessaire pour les différentes raisons suivantes :

- Adaptations nécessaires afin de respecter la nouvelle loi scolaire ;
- Introduction du troisième site de Cugy où un nouveau CO est en cours de construction et présence de ce fait d'un siège au comité pour la Commune de Cugy ;
- Sortie de l'Association de l'ancienne Commune de Villarepos suite à sa fusion avec Courtepin et son départ, à terme, du CO de Domdidier mais introduction en contrepartie de la possibilité de signer des conventions intercommunales ou intercantionales.

Ces statuts tels que modifiés ont été approuvés par l'Assemblée des délégués de l'Association le 15 mars 2018. Il appartient maintenant aux Législatifs des communes-membres de les approuver.

Le document annexé présente dans la colonne de gauche les statuts actuels et dans la colonne de droite les statuts modifiés.

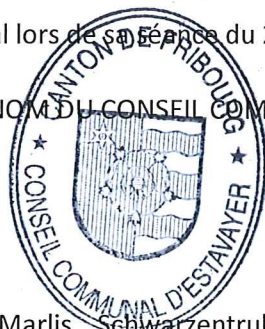
2. Conclusion

Le Conseil communal demande au Conseil général de bien vouloir accepter la révision des statuts de l'Association du cycle d'orientation des communes de la Broye.

Message validé par le Conseil communal lors de sa séance du 23 juillet 2018.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

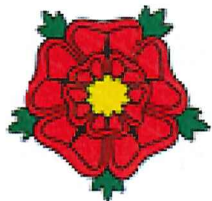
Le Secrétaire général :
Lionel Conus



Le Syndic :
André Losey

Conseillère communale responsable : Marlis Schwarzentrub, Dicastère de l'Enseignement, de la Formation et de la Petite enfance

Annexe : Statuts



**ASSOCIATION DU CYCLE D'ORIENTATION DES
COMMUNES DU DISTRICT DE LA BROYE ~~ET DE LA~~
~~COMMUNE DE VILLAREPOS~~**

STATUTS

Ancien texte

Nouveau texte (modifications en rouge)

CHAPITRE PREMIER GENERALITES

CHAPITRE PREMIER GENERALITES

DISPOSITIONS GENERALES

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier Sous le nom «Association du cycle d'orientation des communes de la Broye et de celle de Villarepos (CO de la Broye)» - ci-après: «l'Association » -, il est constitué une association de communes au sens des articles 109 et suivants de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (ci-après: «LCo») et des articles 72 et suivants de la loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (ci-après: «loi scolaire»), ainsi que des articles 81 à 84 du règlement d'exécution de la loi scolaire du 16 décembre 1986 (ci-après: « règlement d'exécution »).

Article premier Sous le nom «Association du cycle d'orientation des communes de la Broye ~~et de celle de Villarepos~~ (CO de la Broye)» - ci-après: «l'Association » -, il est constitué une association de communes au sens des articles 109 et suivants de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (ci-après: «LCo») et de l'article 61 alinéa 2 de la loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire des articles 72 et suivants de la loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (ci-après: «loi scolaire»), ~~ainsi que des articles 81 à 84 du règlement d'exécution de la loi scolaire du 16 décembre 1986 (ci-après: « règlement d'exécution »).~~

Ancien texte	Nouveau texte
<p>Art. 2. Membres Sont membres de l'association toutes les communes du district de la Broye ainsi que la commune de Villarepos (district du Lac).</p> <p>Art. 3. But L'Association a pour but la gestion des écoles du CO de la Broye, en particulier l'acquisition, la construction, la location et l'entretien des bâtiments scolaires, à Estavayer-le-Lac, Domdidier et Cugy.</p> <p>Art. 4. Siège Le siège de l'Association est à Estavayer-le-Lac.</p>	<p>Art. 2. Membres Sont membres de l'association toutes les communes du district de la Broye ainsi que la commune de Villarepos (district du Lac).</p> <p>Art. 3. But ¹ L'Association a pour but la gestion des écoles du CO de la Broye, en particulier l'acquisition, la construction, la location et l'entretien des bâtiments scolaires, <u>de permettre aux communes de la Broye d'accomplir leurs tâches légales dans le domaine de l'école du cycle d'orientation. Elle dispose, à cette fin, des établissements scolaires</u> d'Estavayer-le-Lac, de Domdidier et de Cugy.</p> <p>² <u>L'Association crée et gère les établissements scolaires nécessaires à ce but. Elle pourvoit en particulier à l'acquisition, à la construction, à la location et à l'entretien des bâtiments scolaires.</u></p> <p>Art. 4. Siège Le siège de l'Association est à <u>Estavayer Estavayer-le-Lac.</u></p>

Ancien texte**Art. 5. Durée**

L'Association existe aussi longtemps que les buts énoncés à l'article 3 peuvent être réalisés, sous réserve de la législation cantonale.

CHAPITRE II ORGANES DE L'ASSOCIATION**Art. 6. Organes**

Les organes de l'Association sont :

- A. L'assemblée des délégués;
- B. Le comité d'école;
- C. Les directeurs d'école.

A. L'ASSEMBLEE DES DELEGUES**Art. 7. Composition**

¹ Chaque commune dispose à l'assemblée des délégués d'une voix par tranche de 500 habitants, la dernière fraction supérieure à 250 donnant également droit à une voix.

² Chaque commune a droit à une voix au moins. Une commune ne peut disposer de plus de la moitié des voix.

Nouveau texte**Art. 5. Durée**

L'Association existe aussi longtemps que les buts énoncés à l'article 3 peuvent être réalisés, sous réserve de la législation cantonale.

CHAPITRE II ORGANES DE L'ASSOCIATION**Art. 6. Organes**

Les organes de l'Association sont :

- A. L'assemblée des délégués;
- B. Le comité d'école;
- C. Les directeurs d'école d'établissement;
- D. Les autres organes;

A. L'ASSEMBLEE DES DELEGUES**Art. 7. Composition**

¹ Chaque commune dispose à l'assemblée des délégués d'une voix par tranche de 500 habitants, la dernière fraction supérieure à 250 donnant également droit à une voix.

² Chaque commune a droit à une voix au moins. Une commune ne peut disposer de plus de la moitié des voix.

Ancien texte

³ Fait foi l'effectif de la population légale, selon la dernière statistique publiée dans la feuille officielle.

⁴ Le préfet est membre de l'assemblée des délégués et la préside.

⁵ Chaque commune définit le nombre de délégués qui représente ses voix.²

Art. 8. Désignation des délégués

¹ Le conseil communal de chaque commune membre nomme en son sein le(s) délégué(s) pour une période administrative. Il peut aussi lui (leur) désigner un(des) suppléant(s). Ces nominations interviennent dans les deux mois qui suivent les élections communales et sont aussitôt communiquées à la préfecture.

² En cas d'empêchement, le conseil communal procède à leur remplacement.

Nouveau texte

³ Fait foi l'effectif de la population légale, selon la dernière statistique publiée dans la feuille officielle.

⁴ Le préfet est membre de l'assemblée des délégués et la préside.

⁵ Chaque commune définit le nombre de délégués qui représente ses voix.²

Art. 8. Désignation des délégués

¹ Le conseil communal de chaque commune membre nomme en son sein le(s) délégué(s) pour une ~~législature période administrative~~. Il peut aussi lui (leur) désigner un(des) suppléant(s). Ces nominations interviennent dans les deux mois qui suivent les élections communales et sont aussitôt communiquées à la préfecture.

² En cas d'empêchement, le conseil communal procède à leur remplacement.

Ancien texte

Art. 9. Convocation

¹ L'assemblée des délégués est convoquée par avis adressé à chaque conseil communal au moins 20 jours à l'avance et par avis publié dans la Feuille officielle au moins 10 jours à l'avance. La convocation contient l'ordre du jour établi par le comité d'école.³

² L'assemblée des délégués se réunit au moins deux fois par année, une fois dans les 5 premiers mois pour l'approbation des comptes et une fois avant la fin de l'année pour l'approbation du budget. Le comité d'école ou le quart des délégués représentant le quart des communes membres peuvent demander la convocation d'autres assemblées.⁴

³ Les séances de l'assemblée des délégués sont publiques. Les modalités de cette publicité et la présence des médias sont régies par la loi sur l'information et l'accès aux documents (LInf).⁵

Nouveau texte

Art. 9. Convocation

¹ L'assemblée des délégués est convoquée par avis adressé à chaque conseil communal au moins 20 jours à l'avance et par avis publié dans la Feuille officielle au moins 10 jours à l'avance. La convocation contient l'ordre du jour établi par le comité d'école.³

² L'assemblée des délégués se réunit au moins deux fois par année, une fois dans les 5 premiers mois pour l'approbation des comptes et une fois avant la fin de l'année pour l'approbation du budget. Le comité d'école ou le quart des délégués représentant le quart des communes membres peuvent demander la convocation d'autres assemblées.⁴

³ Les séances de l'assemblée des délégués sont publiques. Les modalités de cette publicité et la présence des médias sont régies par la loi sur l'information et l'accès aux documents (LInf).⁵

Ancien texte**Art. 10. Attributions**

L'assemblée des délégués a les attributions suivantes:

- a) elle élit le vice-président de l'assemblée;
- b) elle élit les membres du comité d'école, son président, ainsi que, sur préavis des maîtres, les représentants des maîtres, à raison d'un par école;
- c) elle élit l'organe de révision des comptes;
- d) elle approuve le budget, les comptes et le rapport de gestion;
- e) elle vote les dépenses d'investissement et les crédits supplémentaires qui s'y rapportent;
- f) elle décide de toutes les opérations immobilières en relation avec les buts de l'Association;
- g) elle vote les dépenses non prévues au budget;
- h) elle admet de nouveaux membres;
- i) elle surveille l'administration de l'Association;
- j) elle modifie les statuts, sous réserve de l'article 10 litt. n LCo;
- k) elle vote la dissolution de l'Association, sous réserve de l'article 10 litt. n LCo;
- l) elle édicte les règlements de portée générale nécessaires à la bonne marche de l'école.

Nouveau texte**Art. 10. Attributions**

L'assemblée des délégués a les attributions suivantes:

- a) elle élit le vice-président de l'assemblée;
- b) elle élit les membres du comité d'école et son président ; ~~ainsi que, sur préavis des maîtres, les représentants des maîtres, à raison d'un par école;~~
- c) elle élit l'organe de révision des comptes;
- d) elle ~~approuve le~~ décide du budget, approuve les comptes et le rapport de gestion;
- e) elle vote les dépenses d'investissement et les crédits supplémentaires qui s'y rapportent;
- f) elle décide de toutes les opérations immobilières en relation avec les buts de l'Association;
- g) elle vote les dépenses non prévues au budget;
- h) elle admet de nouveaux membres;
- i) elle surveille l'administration de l'Association;
- j) elle modifie les statuts, sous réserve de l'article 10 litt. n LCo;
- k) elle vote la dissolution de l'Association, sous réserve de l'article 10 litt. n LCo;
- l) elle adopte édicte les règlements de portée générale nécessaires à la bonne marche de l'Association l'école;

Ancien texte

Art. 11. Délibérations

¹ L'assemblée des délégués ne peut valablement délibérer que si la majorité des communes et des voix est représentée.

² Elle vote à main levée. Elle vote au bulletin secret lorsque la demande en est faite et que celle-ci est admise par le quart des voix représentées.

³ Les décisions se prennent à la majorité des voix exprimées, les abstentions et les bulletins blancs n'étant pas comptés ; en cas d'égalité, le président départage.

Nouveau texte

m)elle adopte les conventions intercommunales et intercantionales sous réserve de ratification par l'Etat.

Art. 11. Délibérations

¹ L'assemblée des délégués ne peut valablement délibérer que si la majorité des communes et des voix est représentée.

² Elle vote à main levée. Elle vote au bulletin secret lorsque la demande en est faite et que celle-ci est admise par le quart des voix représentées.

³ Les décisions se prennent à la majorité des voix exprimées, les abstentions et les bulletins blancs n'étant pas comptés ; en cas d'égalité, le président départage.

Art. 11bis. Procès-verbal (nouveau)

Le procès-verbal est consultable et publié conformément aux exigences de l'art. 13 du règlement d'exécution de la loi sur les communes (RELCo) applicable en vertu de l'art. 69b al. 1 RELCo.

Ancien texte**Nouveau texte****B. LE COMITE D'ECOLE****B. LE COMITE D'ECOLE****Art. 12. Composition****Art. 12. Composition**

¹ Le comité d'école est élu pour une période administrative. Il est composé de neuf membres, parmi lesquels deux représentants au moins de chacun des secteurs suivants :

¹ Le comité d'école est élu pour une législature période administrative. Il est composé de neuf membres (dix membres dès l'ouverture du CO de Cugy), parmi lesquels deux représentants au moins de chacun des secteurs suivants :

Secteur Haute-Broye : Cheiry, Prévondavaux, Surpierre, Villeneuve, Vuissens, Cugy, Fétigny, Ménières, Les Montets, Murist, Nuvilly;

Secteur Haute-Broye : Cheiry, Prévondavaux, Surpierre, ~~Villeneuve, Vuissens~~, Cugy (jusqu'à l'ouverture du CO de Cugy), Fétigny, Ménières, Les Montets, ~~Murist~~, Nuvilly;

Secteur Centre : Châbles, Châtillon, Cheyres, Font, Lully, Bussy, Morens, Rueyres-les-prés, Sévaz, Vernay;

Secteur Centre : ~~Châbles~~, Châtillon, Cheyres-~~Châbles, Font~~, Lully, ~~Bussy, Morens, Rueyres-les-prés~~, Sévaz, ~~Vernay~~;

Secteur Basse-Broye : St-Aubin, Delley-Portalban, Vallon, Gletterens, Dompierre, Russy, Léchelles, Montagny, Villarepos;

Secteur Basse-Broye : St-Aubin, Delley-Portalban, Vallon, Gletterens, ~~Dompierre, Russy~~, ~~Léchelles~~, Montagny, ~~Villarepos~~;

² En outre, les communes d'Estavayer-le-Lac et Domdidier ont droit chacune à un membre au moins.

² En outre, les communes d'Estavayer, Belmont-Broye et Cugy (dès l'ouverture du 3^e site à Cugy) ~~d'Estavayer-le-Lac et Domdidier~~ ont droit chacune à un membre au moins.

Ancien texte	Nouveau texte
<p>³ Enfin, le comité devra également compter parmi ses membres des parents d'élèves en âge de scolarité.</p> <p>⁴ Le président de l'assemblée peut faire partie du comité, cas échéant, le présider. Les directeurs d'école et les représentants des maîtres assistent au comité avec voix consultative. L'inspecteur cantonal des cycles d'orientation ainsi que l'inspecteur des écoles enfantines et primaires, région nord, peuvent y assister avec voix consultative.</p> <p>Art. 13. Vice-présidence et secrétariat Le comité d'école désigne son vice-président et son secrétaire qui assumera également cette fonction au sein de l'assemblée des délégués. Ce dernier peut être choisi en dehors du comité.</p> <p>Art. 14. Convocation et délibérations ¹ Le comité d'école est convoqué 10 jours à l'avance sur décision du président ou à la demande de 3 membres ou de l'un des directeurs.</p>	<p>³ Enfin, le comité devra également compter parmi ses membres des parents d'élèves en âge de scolarité.</p> <p>⁴ Le président de l'assemblée peut faire partie du comité, cas échéant, le présider. Les directeurs <u>d'établissement d'école</u> et <u>l'administrateur les représentants des maîtres</u> assistent au comité avec voix consultative et <u>droit de proposition</u>. L'inspecteur <u>scolaire cantonal des cycles d'orientation</u> ainsi que l'inspecteur <u>des écoles enfantines et primaires, région nord</u>, <u>peut</u> peuvent y assister avec voix consultative.</p> <p>Art. 13. Vice-présidence et secrétariat Le comité d'école désigne son vice-président et son secrétaire qui assumera également cette fonction au sein de l'assemblée des délégués. Ce dernier peut être choisi en dehors du comité.</p> <p>Art. 14. Convocation et délibérations ¹ Le comité d'école est convoqué 10 jours à l'avance sur décision du président ou à la demande de 3 membres ou de l'un des directeurs.</p>

Ancien texte	Nouveau texte
<p>² Les décisions sont prises à la majorité ; en cas d'égalité, le président départage.</p> <p>³ Les décisions sont prises à main levée à moins qu'un membre ne demande le bulletin secret.</p> <p>Art. 15. Attributions Le comité exerce les attributions qui lui sont conférées par l'article 119 LCo et l'article 76 de la loi scolaire, soit notamment:</p> <p>a) Il dirige et administre l'Association; b) Il représente l'Association envers les tiers; c) Il édicte le règlement scolaire de l'école;</p> <p>d) Il répartit les élèves entre les écoles et préavise les demandes de changement de cercle scolaire;</p> <p>e) Il prépare les objets à soumettre à l'assemblée des délégués et exécute les décisions de celle-ci;</p>	<p>² Les décisions sont prises à la majorité ; en cas d'égalité, le président départage.</p> <p>³ Les décisions sont prises à main levée à moins qu'un membre ne demande le bulletin secret.</p> <p>Art. 15. Attributions Le comité d'école exerce les attributions qui lui sont conférées par <u>la législation sur les communes et la législation scolaire. En particulier : l'article 119 LCo et l'article 76 de la loi scolaire, soit notamment:</u></p> <p>a) Il dirige et administre l'Association; b) Il représente l'Association envers les tiers; c) Il édicte le règlement scolaire de l'école; <u>c^{bis}) Il prend connaissance du règlement d'établissement adopté par les directions d'établissement;</u></p> <p>d) Il répartit les élèves entre les écoles et <u>Il délimite le cercle scolaire, fixe les limites géographiques des établissements de l'Association</u> et préavise les demandes de changement de cercle scolaire;</p> <p>e) Il prépare les objets à soumettre à l'assemblée des délégués et exécute les décisions de celle-ci;</p>

Ancien texte	Nouveau texte
<p>f) Il préavise l'engagement des directeurs d'école et des maîtres;</p> <p>g) Il engage le personnel administratif;</p> <p>h) Il surveille l'administration des écoles et prend toutes les mesures utiles pour en assurer la bonne marche;</p> <p>i) Il décide des dépenses imprévisibles et urgentes en application des articles 90 et 123 LCo;</p> <p>j) Il surveille le fonctionnement des écoles;</p> <p>k) Il veille à la collaboration entre les écoles, les autorités et les parents;</p> <p>l) Il organise les transports scolaires;</p> <p>m) Il fixe le montant des participations prévues à l'article 22, litt.f.</p>	<p>f) Il préavise l'engagement des directeurs d'école et des maîtres; (abrogé) <u>Il prépare le projet de budget annuel et arrête les comptes de l'Association;</u></p> <p>g) Il engage le personnel administratif <u>et technique nécessaire au bon fonctionnement des établissements;</u></p> <p>h) Il surveille l'administration des <u>écoles établissements</u> et prend toutes les mesures utiles pour en assurer la bonne marche;</p> <p>i) Il décide des dépenses imprévisibles et urgentes en application des articles 90 et 123 LCo <u>de la législation sur les communes;</u></p> <p>j) Il <u>veille au bon fonctionnement des établissements</u> surveille le fonctionnement des écoles;</p> <p>k) Il veille à la collaboration entre les écoles, les autorités et les parents; <u>étroite avec les directeurs d'établissement dans l'accomplissement de leurs tâches;</u></p> <p>l) Il organise les transports scolaires <u>Il pourvoit au transport des élèves;</u></p> <p>m) Il fixe le montant des participations prévues à l'article 22, litt.f.; (abrogé) ;</p>

Ancien texte	Nouveau texte
<p>Art. 16. Commissions et délégations Le comité d'école peut désigner des commissions ou constituer des délégations ou un bureau et leur déléguer certaines de ses compétences, sur la base d'un cahier des charges.</p> <p>Art. 17. Représentation ¹ L'Association est engagée, par la signature collective à deux, du président ou du vice-président du comité d'école et du secrétaire ou de l'un ou l'autre des directeurs d'école.</p>	<p>n) <u>Il fixe les indemnités dues aux membres des organes de l'association</u> (nouveau); o) <u>Il engage l'administrateur</u> (nouveau); p) <u>Il approuve l'organisation de l'année scolaire</u> (nouveau); q) <u>Il procure le matériel et les fournitures scolaires</u> (nouveau); r) <u>Il crée et gère une bibliothèque ou en permet l'accès gratuit</u> (nouveau); s) <u>Il exerce les attributions qui lui sont déferées par les statuts ainsi que celles qui ne sont pas déferées à un autre organe</u> (nouveau).</p> <p>Art. 16. Commissions et délégations Le comité d'école peut désigner des commissions ou constituer des délégations ou un bureau et leur déléguer certaines de ses compétences, sur la base d'un cahier des charges.</p> <p>Art. 17. Représentation ¹ L'Association est engagée, par la signature collective à deux, du président ou du vice-président du comité d'école et du secrétaire ou de l'un ou l'autre des directeurs <u>d'école d'établissement</u>.</p>

Ancien texte

² Les directeurs, seuls et individuellement, engagent cependant leur école dans toutes les affaires courantes conformément à leur cahier des charges.

C. LES DIRECTEURS D'ECOLE**Art. 18. Organisation**

Chaque école de l'Association a un directeur (art. 81 al. 3 de la loi scolaire).

Art. 19. Statut

Les directeurs d'école sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat. Ils sont subordonnés au service chargé de l'enseignement obligatoire de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport en matière d'enseignement et d'éducation et au comité d'école dans la mesure des attributions de ce comité. Ils sont engagés sur le préavis du comité d'école.

Nouveau texte

² Les directeurs, seuls et individuellement, engagent cependant leur école dans toutes les affaires courantes conformément à leur cahier des charges.

C. LES DIRECTEURS D'ETABLISSEMENT D'ECOLE**Art. 18. Organisation**

Chaque établissement école de l'Association a un directeur. (~~art. 81 al. 3 de la loi scolaire~~).

Art. 19. Statut

Le statut et les attributions des directeurs d'établissement sont régis par la législation scolaire. ~~Les directeurs d'école sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.~~ Ils sont subordonnés au service chargé de l'enseignement obligatoire de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport en matière d'enseignement et d'éducation et collaborent avec le comité d'école dans la mesure des attributions de ce comité. ~~et au comité d'école dans la mesure des attributions de ce comité. Ils sont engagés sur le préavis du comité d'école.~~

Ancien texte

Art. 20. Attributions

¹ Les directeurs d'école dirigent, pour l'un, le CO d'Estavayer-le-Lac et, pour l'autre, le CO de Domdidier. Ils ont en particulier les attributions suivantes :

- a) Ils sont responsables de l'instruction, notamment de l'application des plans d'étude et de l'éducation;
- b) Ils assurent la collaboration entre leur école et les parents;
- c) Ils administrent leur école;
- d) Ils prennent les décisions que les règlements placent dans leur compétences;
- e) Ils organisent, d'entente avec le président, le secrétariat de l'assemblée des délégués.

² Dans toutes leurs attributions, les directeurs ont la faculté de déléguer des compétences sur la base de cahiers des charges soumis, suivant l'objet de la délégation, à l'approbation de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport ou du comité.

Nouveau texte

Art. 20. Attributions

¹ Les directeurs d'établissement d'école dirigent, pour l'un, le CO d'Estavayer-le-Lac et, pour l'autre, le CO de Domdidier. Ils ont en particulier les attributions suivantes :

- ~~a) Ils sont responsables de l'instruction, notamment de l'application des plans d'étude et de l'éducation;~~
- ~~b) Ils assurent la collaboration entre leur école et les parents;~~
- ~~c) Ils administrent leur école;~~
- ~~d) Ils prennent les décisions que les règlements placent dans leur compétences;~~
- ~~e) Ils organisent, d'entente avec le président, le secrétariat de l'assemblée des délégués.~~

~~² Dans toutes leurs attributions, les directeurs ont la faculté de déléguer des compétences sur la base de cahiers des charges soumis, suivant l'objet de la délégation, à l'approbation de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport ou du comité.~~

Ancien texte**Nouveau texte**

- a) Ils sont responsables de l'organisation, du fonctionnement et de la gestion administrative et pédagogique de leur établissement, de la conduite du personnel, de la qualité de l'enseignement et de l'éducation ainsi que de la collaboration avec les partenaires de l'école auprès desquels ils représentent l'établissement;
- b) Ils dirigent leur établissement conformément aux principes énoncés dans la loi scolaire et au descriptif de fonction approuvé par le Conseil d'Etat;
- c) Ils portent une attention particulière à la qualité du climat régnant au sein de l'établissement et au bien-être des personnes qui y travaillent. Le cas échéant, ils aplanissent les difficultés qui peuvent surgir;
- d) Ils collaborent étroitement avec les communes dans l'accomplissement des tâches de celles-ci.

Ancien texte

Nouveau texte

FINANCES

A. LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Art. 21. Principes

¹ Le budget et les comptes de l'Association sont établis et tenus selon les dispositions légales applicables en la matière.

² Le budget et les comptes sont établis par année civile.

D. AUTRES ORGANES

Art. 20bis. Le conseil des parents

Le conseil des parents, institué conformément à la législation scolaire, voit son fonctionnement, sa composition et ses attributions définis dans le règlement scolaire.

Art. 20ter. L'administrateur

Les modalités d'engagement, les attributions et les compétences de l'administrateur sont détaillées dans le règlement scolaire.

CHAPITRE III FINANCES

A. LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Art. 21. Principes

¹ Le budget et les comptes de l'Association sont établis et tenus selon les dispositions légales applicables en la matière.

² Le budget et les comptes sont établis par année civile.

Ancien texte

Art. 22. Ressources

Les ressources de l'Association sont:

- a) les contributions des communes;
- b) les subventions des pouvoirs publics;
- c) le produit des locations;
- d) les dons et legs;
- e) les diverses participations;
- f) les taxes perçues auprès des parents des élèves qui fréquentent le CO de la Broye, conformément aux art. 6 al. 3, 10 et 11 de la loi scolaire, facturées au prix coûtant et qui s'élèvent au plus par élève à :
 - Fr 70. – pour le petit matériel (feuilles de classeurs, cahiers, agendas etc...);
 - Fr 50. – pour les manifestations culturelles;
 - Fr 350. – pour les repas des cours d'économie familiale;
 - Fr 120. – pour le matériel des cours AC ou cours facultatifs;
 - Fr 1000. – pour les frais des semaines de sport, camps, promenades, échanges scolaires, etc.;
 - Fr 7500. – pour les frais résultant d'un changement de cercle scolaire.

Nouveau texte

Art. 22. Ressources

Les ressources de l'Association sont:

- a) les contributions des communes;
- b) les subventions des pouvoirs publics;
- c) le produit des locations;
- d) les dons et legs;
- e) les diverses participations;
- ~~f) les taxes perçues auprès des parents des élèves qui fréquentent le CO de la Broye, conformément aux art. 6 al. 3, 10 et 11 de la loi scolaire, facturées au prix coûtant et qui s'élèvent au plus par élève à :
 - ~~- Fr 70. – pour le petit matériel (feuilles de classeurs, cahiers, agendas etc...);~~
 - ~~- Fr 50. – pour les manifestations culturelles;~~
 - ~~- Fr 350. – pour les repas des cours d'économie familiale;~~
 - ~~- Fr 120. – pour le matériel des cours AC ou cours facultatifs;~~
 - ~~- Fr 1000. – pour les frais des semaines de sport, camps, promenades, échanges scolaires, etc.;~~
 - ~~- Fr 7500. – pour les frais résultant d'un changement de cercle scolaire.~~~~

Ancien texte

Lorsque des parents connaissent des difficultés financières les empêchant de payer ces participations, le comité peut établir, de cas en cas, des factures inférieures au prix coûtant.

Art. 23. Nature des frais à répartir

Les frais à répartir annuellement se composent des éléments suivants:

- a) la part du budget de fonctionnement représentant les frais de l'école y compris ceux des classes de développement, après déduction des subventions et d'autres participations;
- b) les éventuels frais financiers;

Nouveau texte

- f) les participations perçues auprès des parents des élèves pour des frais de repas lors de certaines activités scolaires, les frais de repas en lien avec les cours d'économie familiale, les frais occasionnés par le changement de cercle scolaire pour des raisons de langue ainsi que tous les frais susceptibles d'être facturés et ceci conformément au règlement scolaire.

~~Lorsque des parents connaissent des difficultés financières les empêchant de payer ces participations, le comité peut établir, de cas en cas, des factures inférieures au prix coûtant.~~

Art. 23. Nature des frais à répartir

Les frais à répartir annuellement se composent des éléments suivants:

- a) la part du budget de fonctionnement représentant les frais de l'école ~~y compris ceux des classes de développement~~, après déduction des subventions et d'autres participations;
- ~~b) les éventuels frais financiers; (abrogé)~~

Ancien texte	Nouveau texte
<p>c) les frais de transport et de fonctionnement du réfectoire des élèves;</p> <p>Art. 24. Mode de répartition des frais ¹ Les frais énumérés à l'article 23 sont répartis entre l'ensemble des communes membres au prorata de leur population légale pour 55% et au prorata de leur population légale pondérée par l'indice du potentiel fiscal pour 45%.</p> <p>²Abrogé</p> <p>B. INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS</p> <p>Art. 25. Mode de répartition des investissements ¹ Le montant des investissements à la charge de l'Association est réparti à raison du 15% à charge de la commune dans laquelle se situe l'investissement, le solde étant ensuite réparti entre toutes les communes au prorata de leur population légale.</p>	<p>c) les frais de transport et de fonctionnement du réfectoire des élèves;</p> <p>d) <u>les frais d'information et d'orientation scolaires et professionnelles.</u></p> <p>Art. 24. Mode de répartition des frais ¹ Les frais énumérés à l'article 23 sont répartis entre l'ensemble des communes membres au prorata de leur population légale pour 55% et au prorata de leur population légale pondérée par l'indice du potentiel fiscal pour 45%.</p> <p>²Abrogé</p> <p>B. INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS</p> <p>Art. 25. Mode de répartition des investissements ¹ Le montant des investissements à la charge de l'Association est réparti à raison du 15% à charge de la commune dans laquelle se situe l'investissement, le solde étant ensuite réparti entre toutes les communes au prorata de leur population légale.</p>

Ancien texte

² Dans le calcul de la répartition des investissements nécessaires à la création d'un nouveau site à Cugy (1^{ère} étape), la population d'Estavayer-le-Lac et de Domdidier (avant fusion) n'est prise en compte que pour moitié. Cette règle ne s'applique pas aux investissements nécessaires à la réalisation d'autres projets, respectivement à un agrandissement ultérieur du site de Cugy.

³ Les communes ont la possibilité de régler directement, selon des modalités arrêtées par le comité, la part des investissements qui leur incombe et le solde est financé, en principe, par l'emprunt. Celui-ci est alors contracté par l'Association qui refacture aux communes les frais financiers qui découlent (intérêt et amortissement) au prorata du montant de leur participation couvert par l'emprunt.

C. DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 26. Échéances et acomptes

¹ Pour les montants figurant au budget, la facture adressée à chaque commune est à payer en huit mensualités.

Nouveau texte

² Dans le calcul de la répartition des investissements nécessaires à la création d'un nouveau site à Cugy (1^{ère} étape), la population d'Estavayer-le-Lac et de Domdidier (avant fusion) n'est prise en compte que pour moitié. Cette règle ne s'applique pas aux investissements nécessaires à la réalisation d'autres projets, respectivement à un agrandissement ultérieur du site de Cugy.

³ Les communes ont la possibilité de régler directement, selon des modalités arrêtées par le comité, la part des investissements qui leur incombe et le solde est financé, en principe, par l'emprunt. Celui-ci est alors contracté par l'Association qui refacture aux communes les frais financiers qui découlent (intérêt et amortissement) au prorata du montant de leur participation couvert par l'emprunt.

C. DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 26. Échéances et acomptes

¹ Pour les montants figurant au budget, la facture adressée à chaque commune est à payer en huit mensualités.

Ancien texte

² Les mensualités non payées à l'échéance sont majorées d'un intérêt de retard compté au taux du compte courant de l'Association auprès de la BCF; le taux appliqué sera celui en vigueur au jour de l'échéance.

³ Les communes qui paient la totalité de leur contribution annuelle avant l'échéance de fin janvier bénéficient d'un escompte; cet escompte est calculé au taux du carnet d'épargne ordinaire à la BCF; l'escompte de chaque mensualité est proportionné au nombre de mois.

Art. 27. Emprunts

¹ L'Association peut contracter les emprunts nécessaires à la construction de bâtiments et à d'autres investissements jusqu'à concurrence de 30 millions de francs.

² L'Association peut en outre contacter des emprunts au titre de compte de trésorerie jusqu'à concurrence de Fr. 800'000.-.

Art. 28. Garantie des emprunts

Les communes membres sont garantes des emprunts contractés par l'Association.

Nouveau texte

² Les mensualités non payées à l'échéance sont majorées d'un intérêt de retard compté au taux du compte courant de l'Association ~~auprès de la~~ **BCF**; le taux appliqué sera celui en vigueur au jour de l'échéance.

³ Les communes qui paient la totalité de leur contribution annuelle avant l'échéance de fin janvier bénéficient d'un escompte; cet escompte est calculé au taux ~~du carnet~~ d'épargne ordinaire à la BCF; l'escompte de chaque mensualité est proportionné au nombre de mois.

Art. 27. Emprunts

¹ L'Association peut contracter les emprunts nécessaires à la construction de bâtiments et à d'autres investissements jusqu'à concurrence de 30 millions de francs.

² L'Association peut en outre contacter des emprunts au titre de compte de trésorerie jusqu'à concurrence de Fr. 800'000.-.

Art. 28. Garantie des emprunts

Les communes membres sont garantes des emprunts contractés par l'Association.

Ancien texte**Nouveau texte*****D. REVISION DES COMPTES*****Art. 29. Nomination**

L'organe de révision est nommé pour le contrôle de trois exercices. Une ou plusieurs reconductions sont possibles; toutefois, la durée du mandat d'un organe de révision ne peut excéder six ans consécutifs.

Art. 30. Attributions

L'organe de révision examine les comptes et le rapport de gestion financière, fait rapport à l'assemblée des délégués et émet un préavis à son intention.

E. REFERENDUM OBLIGATOIRE ET REFERENDUM FACULTATIF**Art. 31. Referendum obligatoire**

¹ Les décisions de l'assemblée des délégués entraînant une dépense nette supérieure à Fr. 20'000'000. – font l'objet d'un vote populaire.

² La votation doit avoir lieu dans les cent huitante jours à compter de la date de la décision.

D. REVISION DES COMPTES**Art. 29. Nomination**

L'organe de révision est nommé pour le contrôle de trois exercices. Une ou plusieurs reconductions sont possibles; toutefois, la durée du mandat d'un organe de révision ne peut excéder six ans consécutifs.

Art. 30. Attributions

L'organe de révision examine les comptes et le rapport de gestion financière, fait rapport à l'assemblée des délégués et émet un préavis à son intention.

E. REFERENDUM OBLIGATOIRE ET REFERENDUM FACULTATIF**Art. 31. Referendum obligatoire**

¹ Les décisions de l'assemblée des délégués entraînant une dépense nette supérieure à Fr. 20'000'000. – font l'objet d'un vote populaire.

² La votation doit avoir lieu dans les cent huitante jours à compter de la date de la décision.

Ancien texte**Art. 32. Referendum facultatif**

¹ Le dixième du total des citoyens actifs des communes membres ou les conseils communaux du quart des communes membres peuvent demander qu'une décision de l'assemblée des délégués soit soumise au vote des citoyens lorsqu'elle a pour objet:

- a) une dépense nette supérieure à Fr.1'000'000. -;
- b) un cautionnement ou des sûretés analogues pouvant entraîner une telle dépense;
- c) l'adoption, l'abrogation ou la modification d'un règlement de portée générale.

² Les décisions qui peuvent faire l'objet d'un referendum sont, dans les trente jours dès leur adoption, publiées par le comité d'école dans la Feuille officielle du canton de Fribourg. La publication indique le nombre de signatures requises, fixé selon l'article 137 alinéa 2 de la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP).

Nouveau texte**Art. 32. Referendum facultatif**

¹ Le dixième du total des citoyens actifs des communes membres ou les conseils communaux du quart des communes membres peuvent demander qu'une décision de l'assemblée des délégués soit soumise au vote des citoyens lorsqu'elle a pour objet:

- a) une dépense nette supérieure à Fr.1'000'000. -;
- b) un cautionnement ou des sûretés analogues pouvant entraîner une telle dépense;
- c) l'adoption, l'abrogation ou la modification d'un règlement de portée générale.

² Les décisions qui peuvent faire l'objet d'un referendum sont, dans les trente jours dès leur adoption, publiées par le comité d'école dans la Feuille officielle du canton de Fribourg. La publication indique le nombre de signatures requises, fixé selon l'article 137 alinéa 2 de la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP).

Ancien texte

³ La demande de referendum doit être déposée auprès du secrétariat communal du lieu où l'association a son siège, dans les soixante jours dès la publication dans la Feuille officielle de la décision sujette à referendum. Chaque liste de signatures doit contenir la demande de referendum ainsi que le texte suivant:

⁴ « La personne qui appuie la demande de referendum doit signer personnellement par son nom et son prénom en toutes lettres et donner en outre toutes les indications permettant de vérifier son identité, telles que l'année de naissance, la profession, l'adresse. »

⁵ « Toute personne qui appose une signature autre que la sienne est punissable (art. 282 CP). »

⁶ L'inobservation des formalités précisées à l'alinéa précédent entraîne la nullité des signatures.

Nouveau texte

³ La demande de referendum doit être déposée auprès du secrétariat communal du lieu où l'association a son siège, dans les soixante jours dès la publication dans la Feuille officielle de la décision sujette à referendum. Chaque liste de signatures doit contenir la demande de referendum ainsi que le texte suivant:

⁴ « La personne qui appuie la demande de referendum doit signer personnellement par son nom et son prénom en toutes lettres et donner en outre toutes les indications permettant de vérifier son identité, telles que l'année de naissance, la profession, l'adresse. »

⁵ « Toute personne qui appose une signature autre que la sienne est punissable (art. 282 CP). »

⁶ L'inobservation des formalités précisées à l'alinéa précédent entraîne la nullité des signatures.

Ancien texte

⁷ Dans le cas de referendum populaire, les listes de signatures sont transmises aux communes concernées pour vérification dans les vingt jours dès le dépôt de la demande de referendum. Celles-ci les renvoient dans les vingt jours, munies de l'attestation prévue à l'article 109 LEDP, au secrétariat communal qui les a transmises, pour dénombrement des signatures.

⁸ Dans les trente jours suivant le dépôt de la demande de referendum, le comité d'école se prononce sur l'aboutissement de la demande et fixe, le cas échéant, la date de la votation. Cette décision est publiée dans la Feuille officielle du canton de Fribourg.

⁹ La décision du comité d'école constatant que la demande de referendum n'a pas abouti peut, dans les dix jours dès la publication, faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif.

¹⁰ Si la demande de referendum a abouti, le comité d'école soumet la décision, objet du referendum, à consultation populaire. La votation doit avoir lieu au plus tard dans le délai de cent huitante jours dès la publication de la décision constatant l'aboutissement de la demande de referendum (al. 6 ci-dessus).

Nouveau texte

⁷ Dans le cas de referendum populaire, les listes de signatures sont transmises aux communes concernées pour vérification dans les vingt jours dès le dépôt de la demande de referendum. Celles-ci les renvoient dans les vingt jours, munies de l'attestation prévue à l'article 109 LEDP, au secrétariat communal qui les a transmises, pour dénombrement des signatures.

⁸ Dans les trente jours suivant le dépôt de la demande de referendum, le comité d'école se prononce sur l'aboutissement de la demande et fixe, le cas échéant, la date de la votation. Cette décision est publiée dans la Feuille officielle du canton de Fribourg.

⁹ La décision du comité d'école constatant que la demande de referendum n'a pas abouti peut, dans les dix jours dès la publication, faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal administratif.

¹⁰ Si la demande de referendum a abouti, le comité d'école soumet la décision, objet du referendum, à consultation populaire. La votation doit avoir lieu au plus tard dans le délai de cent huitante jours dès la publication de la décision constatant l'aboutissement de la demande de referendum (al. 6 ci-dessus).

Ancien texte	Nouveau texte
<p>Art. 33. Règles communes</p> <p>¹ Le scrutin doit se dérouler simultanément dans toutes les communes membres.</p> <p>² La décision soumise au vote est acceptée si elle est approuvée par la double majorité des citoyens votant et des communes.</p> <p>³ Le comité d'école publie le résultat de la votation dans la Feuille officielle.</p> <p>⁴ Pour le surplus, les règles de la loi sur l'exercice des droits politiques sont applicables par analogie. Les tâches attribuées par celle-ci au conseil communal sont exercées par le comité d'école.</p>	<p>Art. 33. Règles communes</p> <p>¹ Le scrutin doit se dérouler simultanément dans toutes les communes membres.</p> <p>² La décision soumise au vote est acceptée si elle est approuvée par la double majorité des citoyens votant et des communes.</p> <p>³ Le comité d'école publie le résultat de la votation dans la Feuille officielle.</p> <p>⁴ Pour le surplus, les règles de la loi sur l'exercice des droits politiques sont applicables par analogie. Les tâches attribuées par celle-ci au conseil communal sont exercées par le comité d'école.</p>
<p>CHAPITRE III DISSOLUTION ET SORTIE</p> <p>Art. 34. Sortie</p> <p>Sous réserve de l'article 127 LCo, une commune ne peut sortir de l'Association, moyennant un délai d'avertissement d'un an, que pour la fin de l'année suivante, à la condition toutefois que la commune sortante respecte la législation scolaire et que les autres communes n'en subissent aucun préjudice.</p>	<p>CHAPITRE III <u>IV</u> DISSOLUTION ET SORTIE</p> <p>Art. 34. Sortie</p> <p>Sous réserve de l'article 127 LCo, une commune ne peut sortir de l'Association, moyennant un délai d'avertissement d'un an, que pour la fin de l'année <u>scolaire</u> suivante, à la condition toutefois que la commune sortante respecte la législation scolaire et que les autres communes n'en subissent aucun préjudice.</p>

Ancien texte

Art. 35. Dissolution

¹ Sous réserve de la législation cantonale, l'Association ne peut être dissoute que par décision des 3/4 des délégués représentant les 3/4 des membres. En cas de dissolution, les organes de liquidation devront donner préférence à toute solution permettant de continuer l'exploitation de l'école.

² Si aucune solution ne peut être trouvée, le capital disponible après liquidation passe aux communes membres au prorata de leur participation. Le cas échéant, les dettes seront réparties de la même manière.

CHAPITRE IV DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 36. Reprise des droits et des devoirs

¹ L'Association reprend tous les droits et devoirs contractés à ce jour par le Cycle d'orientation de la Broye et notamment la propriété des immeubles et biens-fonds d'Estavayer-le-Lac et de Domdidier.

Nouveau texte

Art. 35. Dissolution

¹ Sous réserve de la législation cantonale, l'Association ne peut être dissoute que par décision des 3/4 des délégués représentant les 3/4 des membres. En cas de dissolution, les organes de liquidation devront donner préférence à toute solution permettant de continuer l'exploitation des établissements de l'école.

² Si aucune solution ne peut être trouvée, le capital disponible après liquidation passe aux communes membres au prorata de leur participation, conformément à l'article 25 alinéa 1 des présents statuts. Le cas échéant, les dettes seront réparties de la même manière.

CHAPITRE IV V DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 36. Reprise des droits et des devoirs

¹ L'Association reprend tous les droits et devoirs contractés à ce jour par le Cycle d'orientation de la Broye et notamment la propriété des immeubles et biens-fonds d'Estavayer-le-Lac, de Domdidier et de Cugy.

Ancien texte

² L'approbation des présents statuts par le Conseil d'Etat vaut autorisation de transfert des immeubles à l'Association.

Art. 37. Entrée en vigueur

Les présents statuts ainsi modifiés sont soumis à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts pour approbation. Ils entrent en vigueur dès leur approbation par ladite Direction.

La modification des articles 3, 25 et 27 al. 1 a été adoptée par l'assemblée des délégués du 2 décembre 2015 et par 100% des communes réunissant 100% de la population légale de l'ensemble des communes membres.

Nouveau texte

² L'approbation des présents statuts par le Conseil d'Etat vaut autorisation de transfert des immeubles à l'Association.

Art. 37. Entrée en vigueur

Les présents statuts ainsi modifiés sont soumis à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts pour approbation. Ils entrent en vigueur dès leur approbation par ladite Direction.

~~La modification des articles 3, 25 et 27 al. 1 a été adoptée~~ Les statuts sont adoptés par l'Assemblée des délégués du 2 décembre 2015 15 mars 2018. et par% des communes réunissant% de la population légale de l'ensemble des communes membres.

....., le

Ancien texte	Nouveau texte
<p data-bbox="257 335 1115 422">Le Président Le Secrétaire Christophe Chardonnens Christophe Wyssbrod</p> <p data-bbox="257 470 1115 598">Révision approuvée par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le 5 décembre 2016</p> <p data-bbox="492 646 1030 734">La Conseillère d'Etat, Directrice Marie Garnier</p>	<p data-bbox="1153 287 1937 422">AU NOM DE L'ASSOCIATION DU CO DE LA BROYE Le Président : Le Secrétaire : Nicolas Kilchoer Christophe Wyssbrod</p> <p data-bbox="1120 470 1960 598">Révision approuvée par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le 5 décembre 2016</p> <p data-bbox="1344 646 1881 734">La Conseillère d'Etat, Directrice</p>